

Banlieues. Caillassages et guet-apens contre les forces de l'ordre... Un an après les émeutes, la

Epinay : la vengeance du

► Un témoignage recueilli anonymement et deux empreintes ADN : c'est ce qui a permis aux policiers de la sûreté départementale de Seine-Saint-Denis de retrouver quelques-uns des auteurs présumés du violent guet-apens tendu le 13 octobre à une patrouille de la brigade anticriminalité (BAC) d'Epinay-sur-Seine. Un des trois policiers attaqués avait été sérieusement blessé à la mâchoire. Neuf suspects avaient été interpellés jeudi matin dans la cité d'Orgemont, connue pour abri-

ter un important trafic de drogue. Cinq jeunes gens, dont deux ont avoué leur participation « du bout des lèvres » selon un enquêteur, ont été mis en examen hier pour « tentative de meurtre aggravée sur un fonctionnaire de police avec préméditation, menaces de mort, dégradation et association de malfaiteurs » et devaient être écroués dans la soirée. A ce stade de la procédure, ils sont passibles de la cour d'assises.

Le procureur de Bobigny, François Molins, a confirmé

hier qu'il s'agissait bien d'un guet-apens, longuement préparé, en guise de représailles à une interpellation mouvementée, une semaine plus tôt : cet épisode s'était soldé, le 6 octobre, par un échange de coups entre des policiers d'Epinay et un garçon de 19 ans surpris en flagrant délit de deal de résine de cannabis. Salimaka, c'est son prénom, aurait mal digéré son arrestation et fomenté avec l'aide d'une trentaine de « copains » une action de rétorsion inspirée, selon le procureur de

la République, des événements des Mureaux (Yvelines) : « Bloquer le véhicule de police, gazer les fonctionnaires pour les obliger à sortir de leur voiture avant de les caillasser... » Les enquêteurs ont ramassé sur place près de 300 pierres de ballast et plusieurs sacs ayant servi à les transporter. C'est d'ailleurs sur ces sacs que les traces ADN ont été retrouvées.

Par deux fois, dans la semaine qui a précédé l'attaque du 13 octobre, des jeunes d'Orgemont avaient menacé les poli-

ciers du commissariat sur le thème « vous allez manger ! ». Tous les mis en cause sont déjà connus des services de police.

Salimaka aurait ainsi été interpellé une quinzaine de fois. Pas de quoi revendiquer un statut de caïd. « Ils sont en perte de re-

Cocktails Molotov à Orléans

► Un véhicule banalisé de la BAC a été pris à partie par une vingtaine de jeunes, vendredi soir, dans le quartier sensible de la Source à Orléans (Loiret). Les policiers, qui ont essuyé des jets de cocktails Molotov, se sont dégagés en tirant des balles en caoutchouc. Dans l'après-midi, deux jeunes de 20 ans avaient été condamnés à six mois de prison ferme pour... des jets de projectiles sur des policiers dans la nuit de mercredi à jeudi.

Violences urbaines. Cinq maires de la banlieue parisienne expriment leur inquiétude

« Ça peut exploser à tout moment »

► Monsieur le maire marche vite. Une, deux, trois poignées de mains à serrer. Une phrase au marchand de poulet halal, une autre à cette dame qui achète des chaussettes. Pas de temps à perdre. On se croirait en campagne, ce vendredi après-midi, entre les étals du marché du quartier du Pré-Gentil. Claude Pernès est maire UDF de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) depuis vingt-trois ans. Mais l'année dernière, au pied des petites barres du Pré-Gentil, un groupe de jeunes a tapé sur sa voiture à coups de barre de fer. Un choc. « J'étais venu leur parler, leur demander ce qu'ils voulaient, raconte Claude Pernès. Cela a été dur. »

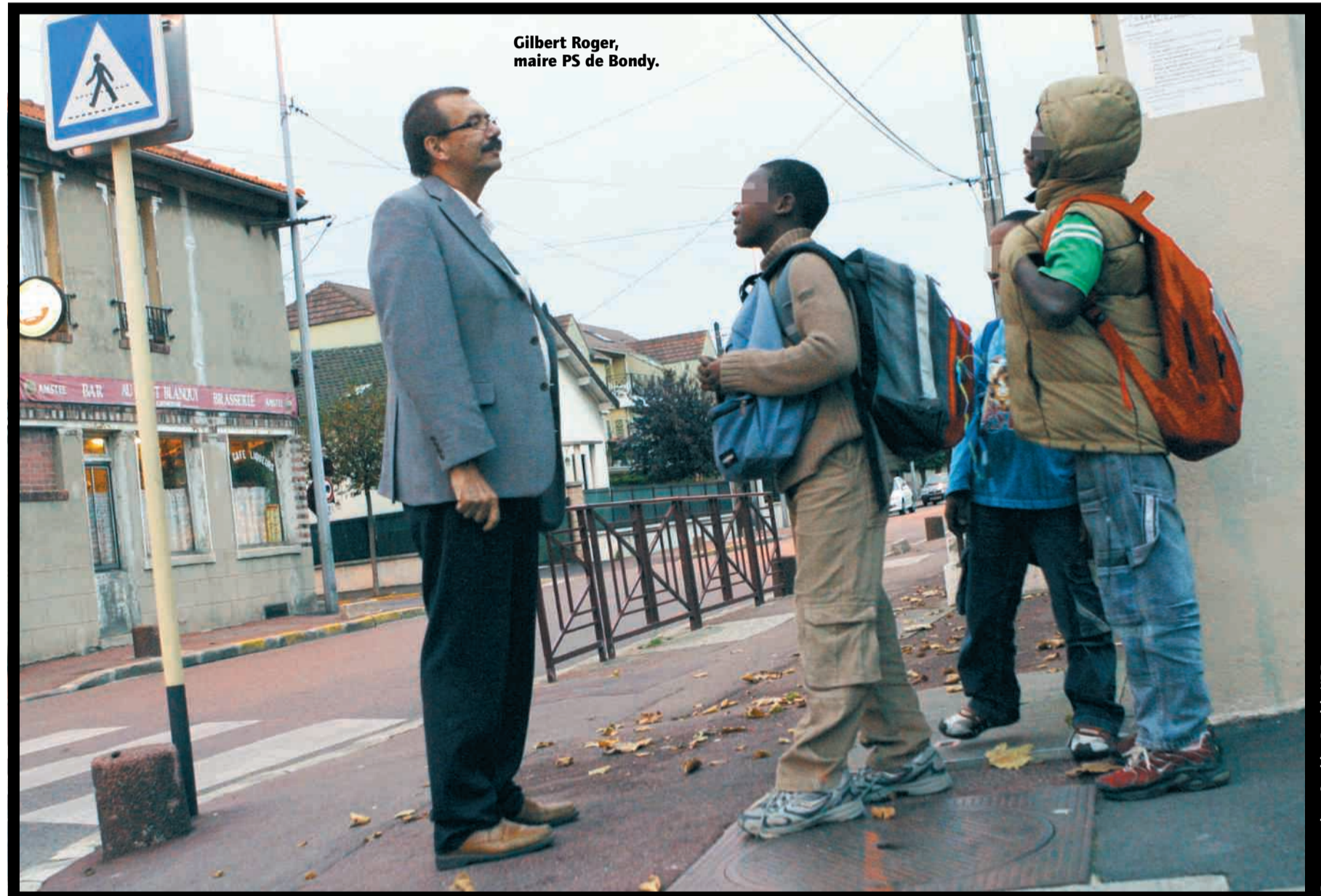
Pour l'élu, il y aura un avant et un après novembre 2005. Persuadé que les échauffourées étaient un jeu pour les émeutiers, Claude Pernès vit sa fonction comme « une course contre la montre ». « Il y en a un qui se lassera le premier », croit-il. Pour tenter d'apaiser les tensions, recréer du lien entre les habitants, le maire consacre 80 % de son temps au social. Il faut occuper le terrain, dégainer ses cartes. Acheter la paix sociale ?

Un ancien caïd embauché comme balayeur

L'équipe municipale a ressorti un vieux projet qui dormait dans les tiroirs : un marché au Pré-Gentil. Depuis dix jours, une vingtaine de vendeurs déballetent leurs marchandises deux fois par semaine sur la dalle, à côté du centre commercial, là où un bureau de poste a brûlé. Un bar à thé, que la mairie ne se décidait pas à ouvrir, accueille enfin les mômes de la cité et leurs parents. Un ancien caïd du quartier vient aussi d'être embauché comme balayeur pour la ville. « Il ne nous pose plus de problème maintenant », se réjouit un adjoint au maire.

Ils sont en première ligne, les élus municipaux de banlieues. Chacun à sa manière. Au plus fort des violences de l'automne 2005, ils étaient sur le terrain. Jour et nuit, pour tenter d'apaiser les tensions et nouer un dialogue avec les émeutiers. Un an après, peu de choses ont changé et la tension monte dans les quartiers. Contrôles routiers qui dégénèrent, caillassages de patrouilles de police, guet-apens... « La situation est insaisissable, explique Thierry Mandon, maire PS de Ris-Orangis (Essonne). Depuis les événements de l'année dernière, le tabou de la violence contre les personnes et les institutions est tombé. » De sa mairie de Drancy (Seine-Saint-Denis), l'UDF Jean-Christophe Lagarde surveille chaque poussée de fièvre. « Parce que cela peut exploser à nouveau, à n'importe quel moment, craint-il. Ce n'est pas suffisant de vouloir supprimer l'allumette qui met le feu au tonneau de poudre. Il faut vider le tonneau. »

Bondy (Seine-Saint-Denis), jeudi soir. Gilbert Roger, maire PS, quitte l'hôtel de ville, à l'architecture stalinienne, pour aller jeter un coup d'œil à la rénovation du plus vieil HLM de cette ville de 54.000 habitants. Paternel joyeux



Gilbert Roger, maire PS de Bondy.

au mot juste pour chacun, aussi à l'aise dans les immenses couloirs de sa mairie que dans les rues de sa ville et ses quartiers populaires. L'ancien instituteur a grandi là, dans une cité de la ville : « On était pauvres, se souvient ce fils d'ouvrier, mais l'argent rentrait régulièrement, les parents travaillaient. Aujourd'hui, on a des gamins dont les parents ne travaillent plus depuis des années, ils ne savent pas ce qu'est le travail. C'est compliqué. Les jeunes n'ont pas confiance en eux, les chefs d'entreprise ne leur font pas non plus confiance. »

Après les émeutes, le maire a décidé d'augmenter de 25 % l'activité de la mission locale pour l'emploi. Une priorité. Cet après-midi, d'ailleurs, un énième jeune a pris rendez-vous avec lui pour demander un job. « On essaie de trouver mais on n'est pas aidés. La fin des emplois-jeunes a été une grosse erreur. Ils permettraient de leur donner une première chance, d'avoir confiance. »

Confiance, encore et toujours. « Il faut tout faire pour qu'elle revienne entre les jeunes et l'Etat », affirme Gilbert Roger, qui sait de quoi il parle. Pendant les émeutes, certains le surnommaient « Sarkozy ». « Pour eux, je représente les institutions. Or ils ne croient plus en elles... Même si, en même

temps, ils nous demandent de répondre à tout. » Comme cette femme de 28 ans venue le voir tout à l'heure pour un appartement. Avec ses deux enfants en bas âge, elle vit toujours chez ses parents dans un F4. Le département manque cruellement de logements sociaux. « On fait ce qu'on peut mais ce sont souvent des gouttes d'eau. Les mairies ne peuvent pas tout régler seules. »

Quinze ans d'attente pour le bus 304

A Nanterre (Hauts-de-Seine), justement, on fustige l'inégalité des services publics entre les villes. Ici, il a fallu attendre quinze ans pour obtenir 200.000 € nécessaires pour faire fonctionner le bus 304 en soirée jusqu'au Petit Nanterre. Un quartier populaire enclavé où la moitié des foyers ne possèdent pas de voiture. Et sans bus le soir, pas question pour les jeunes de sortir, pas question pour les adultes d'accepter des emplois à horaires décalés... Ironie de l'histoire : la ligne a été inaugurée le 15 novembre 2005, pendant les émeutes. « Les politiques devraient comprendre que les métropoles n'auront pas d'avenir si elles se développent de manière si ségrégative, avec un tel apartheid social », affirme Patrick Jarry, maire communiste de Nanterre.

Jean-Christophe Lagarde, le maire UDF de Drancy, s'inquiète lui aussi de la relégation des cités. Au-delà de la polémique sur les effectifs, en baisse, de la police nationale dans les banlieues, au-delà de celle sur le travail de la justice et l'incarcération des délinquants, il dénonce la ghettoïsation et l'enfermement mental de ses habitants. Dans un des quartiers de sa ville, un bâtiment municipal accueille trois salles d'animation pour les jeunes. Elles sont fermées : deux responsables successifs ont jeté l'éponge. Le premier, un ancien du quartier parti vivre ailleurs, n'a pas réussi à se faire accepter parce qu'il n'était plus de la cité. Le deuxième, qui y vit encore, n'a pas su imposer les règles de vie du centre. Les jeunes refusaient l'idée « que quelqu'un leur impose des règles autres que celle de la cité ».

Jean-Christophe Lagarde ne sait plus qui nommer à la tête de ses salles municipales. « La société a laissé se constituer des ghettos urbains, des groupes de gens qui finissent par vivre en cercle fermé et n'acceptent plus les autres, analyse-t-il. Les murs sont aujourd'hui dans la tête. Tant que la société et les responsables politiques n'en prendront pas conscience, je ne vois pas comment les maires pourront y faire face tout seuls. »

Garance Le Caisne

Emploi. Les entreprises recrutent Jobs pour jeunes,

► La feuille est attachée au gros Scotch sur la grille du collège Romain-Rolland, au pied de la cité des Indes, à Sartrouville (Yvelines). Au marqueur, il est écrit : « Forum de l'emploi ». Ce vendredi, les chômeurs de la ville ont été conviés par l'ANPE et la mission locale à venir rencontrer une trentaine de chefs d'entreprise dans le gymnase de l'établissement scolaire, en plein quartier dit sensible.

Les jeunes ne se font pas d'illusions. « Je ne crois pas qu'un patron m'embauchera vraiment. Les stages, c'est pour toute la vie », se désespère Hassan, un apprenti boulanger de 20 ans, recroquevillé dans son blouson Lacoste. « Ils demandent un bac + 2 pour être vendeur, c'est abuser ! », lance le grand Alex, 25 ans. Formé pour être peintre en bâtiment, il a enchaîné les petits boulots. Son copain Ismaël, 22 ans, s'amuse de son CV à rallonge : vendeur, cuisinier, livreur, agent commercial à la RATP... « Mais ici, on rencontre des patrons, c'est déjà ça. »

Il y a la queue devant les stands

Carrefour et Manpower. Ambulances, maison de retraite, PME de mécanique... A chaque fois, quelques places sont à prendre. En revanche, la police nationale, présente au forum, attire moins. « Peu de jeunes viennent nous voir », reconnaît un gardien de la paix en tenue.

Un an après les émeutes, les efforts pour l'emploi des jeunes portent timidement leurs fruits. Les missions locales, chargées d'accompagner les moins diplômés, ont reçu davantage de soutien du gouvernement. Via le contrat Civis, elles peuvent financer à hauteur de 900 € par an des tickets de transport, des formations, ou des paniers alimentaires. Et recommander un public « suivi » aux employeurs, qui bénéficieraient eux aussi d'aides de l'Etat.

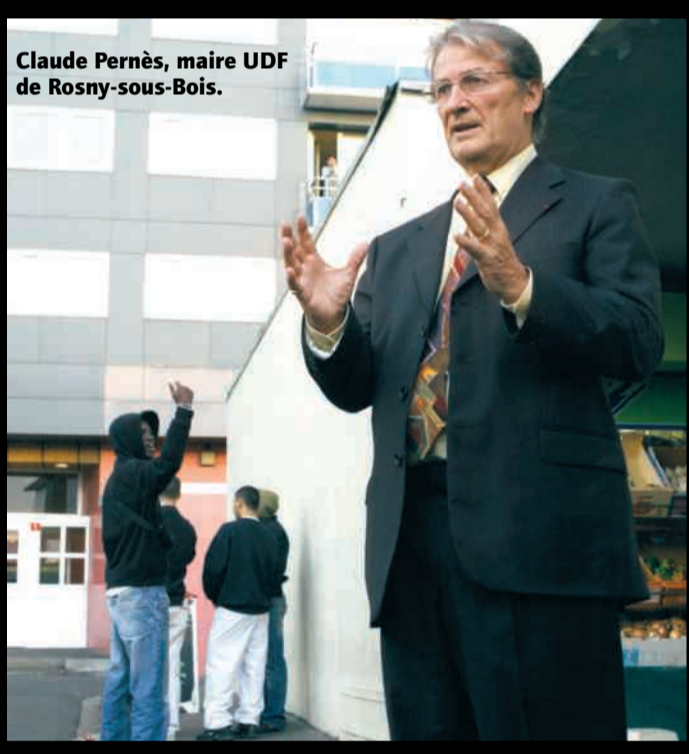
Chez nous, Areva recrutera une centaine de jeunes en Civis », se réjouit Cécile Lainel, animatrice d'équipe à la mission locale de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Même satisfecit à Aulnay-sous-Bois. « Les chiffres de placement

tension est toujours forte dealer

pères et de valeurs, commente Bernard Pasqualini, chef de la sûreté. Ils sont surtout utilisés par de plus gros trafiquants pour écouler le cannabis. »

Pour l'heure, magistrats et policiers ne veulent pas voir dans ces incidents graves les prémices d'un remake des émeutes de l'automne 2005. « On assiste plutôt à une professionnalisation des attaques contre les forces de l'ordre, indique David Skuli, directeur départemental de la sécurité publique de Seine-Saint-Denis. Des atta-

ques qui interviennent en réaction à une arrestation ou à une décision de justice. » C'est l'hypothèse envisagée pour expliquer l'embuscade tendue à plusieurs voitures de police dans la nuit de jeudi à vendredi à Aulnay-sous-Bois. Une jeune policière municipale a reçu en pleine face un engin incendiaire qui, par chance, n'était pas enflammé. Deux jours plus tôt, un jeune d'Aulnay avait écopé de trois mois de prison, dont un ferme, pour des faits de caillasse...
Stéphane Joahny



timidement dans les quartiers si affinités

en entreprise sont plutôt bons ces derniers temps. En septembre, on a compté une trentaine de CDD et de CDI », se félicite pour sa part Leïla Sekkaki, directrice déléguée au développement à la Maison des entreprises et de l'emploi. « Compte tenu de ce qui s'est passé l'an dernier, on demande à l'Etat d'accroître ses aides », poursuit-elle. Objectif : recruter deux psychologues, monter des ateliers de « relooking », etc. « Un travail de fourmi », souligne Nathalie Lemaire, directrice de la mission locale de Sartrouville.

L'ANPE y a aussi mis du sien. En décembre dernier, elle a recensé 52.000 jeunes chômeurs de moins de 25 ans dans les zones urbaines sensibles (ZUS) ; 40.000 ont été convoqués pour des entretiens approfondis. Bilan : 6.400 ont trouvé un poste et 3.000 sont entrés en formation. Les autres, l'immense majorité, sont sortis des fichiers pour des raisons diverses (reprise d'un emploi, arrêt de recherche, absence au contrôle...). « Ceux qui sont embauchés deviennent des ambassadeurs de

leur quartier dans les entreprises. Ils montrent que ça marche, ils permettent de faire évoluer les mentalités », explique Nadine Crier, en charge de la mission emplois-quartiers de l'ANPE et ancienne directrice départementale en Seine-Saint-Denis.

Assis derrière ses maquettes de camions et de pelleuses, le patron des Transports Starter est moins enthousiaste. « J'aurais besoin de trois ou quatre chauffeurs. Mais les candidats qui se présentent n'ont pas le permis poids lourd », déplore Philippe Morla. Et de regretter le service national, durant lequel nombre de jeunes garçons obtenaient le sésame.

« Moi, j'ai déjà embauché deux jeunes de la cité. Je ne le referai pas. » Armand de Tarade, PDG de Trochet, une entreprise de mécanique, a regretté ces recrutements. « L'un a disparu du jour au lendemain, et l'autre n'était pas assez assidu. » Son avis est tranché : « A qualification comparable, je prendrai un CV où figure l'adresse d'un quartier calme. »
Nicolas Prissette

Roissy. Polémique après le retrait de l'habilitation d'employés musulmans de l'aéroport francilien

Les bagagistes contre-attaquent

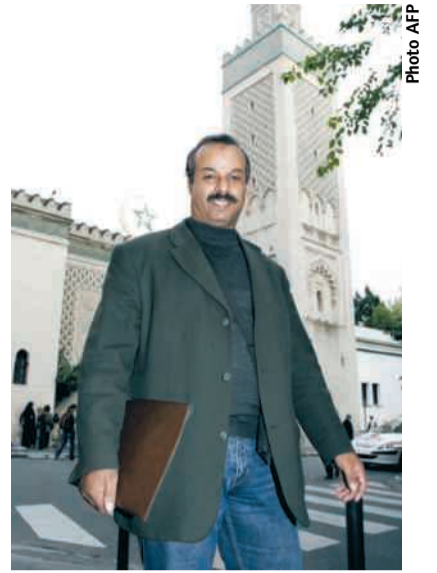
► Recours au tribunal administratif pour certains, plainte au pénal pour « discrimination » pour d'autres : les bagagistes de Roissy privés par la préfecture de badges d'accès aux zones réservées de l'aéroport ont décidé de contre-attaquer devant la justice. « C'est leur droit », rétorque le ministre de l'Intérieur. Adeptes du principe de précaution, Nicolas Sarkozy a résumé sa position hier dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne à l'occasion de la 15^e édition de la « cité de la réussite » : « Je préfère que l'on ait le risque d'un contentieux devant les tribunaux parce qu'on a été trop sévère pour une habilitation plutôt qu'on se retrouve avec un drame parce qu'on n'a pas été assez sévère... » « Dans la lutte contre le terrorisme, la cause de M. Sarkozy est juste mais ses méthodes ne le sont pas », lui ont répondu dans la foulée M^{re} Eric Moutet, avocat de la CFDT, et Daniel Saadat, défenseur des bagagistes.

Récurrente depuis quelques années, la question de l'infiltration de la plate-forme aéroportuaire de Roissy par la mouvance islamiste radicale a resurgi dans l'actualité en avril dernier avec la parution des *Mosquées de Roissy*, le livre de Philippe de Villiers. Dans cet ouvrage, le président du Mouvement pour la France dénonçait – documents à l'appui – l'existence de salles de prière musulmanes clandestines ainsi

que la présence d'islamistes radicaux jusqu'au pied des avions. Paranoïa sécuritaire ? En visite à Roissy en avril, justement pour contrecarrer la sortie du brûlot de Villiers, Nicolas Sarkozy avait estimé à 122 le nombre d'« individus plus ou moins suspects » sur un total de 83.000 habilitations. « Environ 60 % font actuellement l'objet d'une procédure d'abrogation ou de non-renouvellement d'habilitation parce qu'ils ne présentent pas toutes les garanties souhaitables pour une activité qui exige le risque zéro », avait alors précisé le ministre de l'Intérieur.

Chapeautées par l'Uclat (unité centrale de lutte antiterroriste), les enquêtes ont conduit au fil des mois la préfecture à retirer plusieurs dizaines de badges – 70 selon les syndicats, 43 selon l'Intérieur – à des employés dont la plupart sont de confession musulmane. « Nous sommes en Vigipirate rouge. Le risque terroriste est très important en France », s'est expliqué vendredi Jacques Lebro, sous-préfet en charge de la zone aéroportuaire de Roissy. « Pour nous, quelqu'un qui va passer ses vacances plusieurs fois au Pakistan, cela pose des questions », a-t-il ajouté, précisant que plusieurs bagagistes avaient séjourné dans « des camps d'entraînement ».

Les avocats dénoncent pour leur part l'absence d'« éléments objectifs » et soulignent les



Mohammed Seddiki, l'un des employés privés de badge à l'aéroport Charles de Gaulle, hier devant la mosquée de Paris.

risques de licenciement encourus par leurs clients qui, faute de badge, ne peuvent plus travailler sur le site. Pour M^{re} Eric Moutet, « leur religion, vraie ou supposée, leur apparence physique et leurs origines ethniques sont la véritable cause du retrait d'habilitation ». Le litige sera plaidé le 10 novembre au tribunal administratif de Cergy-Pontoise. Par ailleurs, le parquet de Bobigny a confié jeudi une enquête préliminaire à la BRDP (brigade de répression de la délinquance à la personne) à la suite de la plainte pour discrimination déposée par la CFDT. S. J.



Dans la vie,
on est parfois débordé.

On s'occupe de vous et ça change tout.

Pour faciliter votre vie de famille ou votre quotidien... En cas de maladie, de handicap ou de perte d'autonomie... Selon votre situation, FRANCE DOMICILE vous accompagne de façon ponctuelle ou régulière, avec des solutions adaptées à VOS besoins. FRANCE DOMICILE, réseau national de professionnels qualifiés, bénéficie de la confiance des familles depuis plus de 30 ans.



*Du lundi au samedi de 8h à 20h.